

Soutien aux Kurdes de France suite à l'attentat du 23 décembre 2022

Communiqué SUD Culture Solidaires

Vendredi 23 décembre, un militant d'extrême-droite a tiré sur le centre culturel kurde Ahmet-Kaya, rue d'Enghien dans le 10ème arrondissement de Paris, tuant 3 Kurdes et en blessant grièvement trois autres. Le tueur était visiblement bien renseigné puisqu'une réunion du mouvement des femmes kurdes était prévue à ce moment mais a été décalée à la dernière minute. Un carnage plus massif a été évité de peu.

Le tireur, équipé d'un pistolet et de plusieurs chargeurs, a d'abord abattu trois personnes sur le perron et à l'intérieur du centre culturel. Il a ensuite pourchassé l'une de ses victimes qui a traversé la rue pour se réfugier dans un restaurant kurde, l'Avesta, juste en face. Après cette première attaque de sang-froid, l'assassin a remonté la rue, dédaignant d'autres commerces, pour s'engouffrer dans un salon de coiffure fréquenté par des Kurdes. Il a de nouveau ouvert le feu, blessant au moins une personne avant que les clients du salon de coiffure ne le maîtrisent.

Ainsi, Emine Kara, responsable du Mouvement des femmes kurdes en France, Mir Perwer, chanteur poursuivi en Turquie et réfugié politique, et Abdulrahman Kizil, habitué du centre culturel, ont trouvé la mort sous les balles du tueur. Après avoir été placé en garde-à-vue, l'assassin a été mis en examen et incarcéré lundi 26 décembre. Il est connu pour avoir notamment, attaqué un campement de migrants au sabre en décembre 2021.

Alors que la communauté kurde du quartier s'était rassemblée solennellement vendredi après-midi à proximité du centre

culturel, les déclarations du ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, présent sur place, niant le caractère terroriste et jusqu'à la qualification d'attentat, ont déclenché la colère légitime de la foule. 10 ans après l'assassinat de 3 militantes kurdes, Fidan Dogan, Sakine Cansiz et Leyla Saylemez, la communauté kurde est à nouveau frappée et précisément lors d'une réunion pour la préparation de la commémoration de ces assassinats.

Il est donc troublant de voir les autorités françaises s'empresse de conclure à une « attaque raciste » quand les Kurdes dénoncent un attentat politique et exigent la lumière sur de possibles ramifications avec l'État et l'extrême-droite turques. Il est tout aussi regrettable de voir la quasi-totalité des organisations de gauche reprendre à chaud la version policière de l'attaque raciste isolée, dépolitisant de fait le caractère réel de ces assassinats, pendant que les médias transforment cette attaque fasciste en simple fait divers et le tueur en déséquilibré.

Selon Berivan Firat ou Agit Polat, portes-parole du Conseil démocratique kurde en France (CDK-F), la piste raciste ne tient aucunement. Non seulement l'attentat est trop précis dans ses cibles et dans sa temporalité pour croire à un acte hasardeux mais, ce qui saute aux yeux de toute personne connaissant un tant soit peu le quartier, il n'était pas nécessaire de se rendre jusqu'au centre culturel kurde, enclavé dans une rue peu fréquentée, pour se livrer à des violences contre des populations immigrées. Les responsables kurdes avaient par contre alerté les autorités françaises des menaces dont la communauté faisait l'objet à l'approche du funeste anniversaire, avertissement qui n'avait abouti à aucune forme de protection.

SUD Culture soutient les exigences des Kurdes de France que la lumière soit faite sur les responsabilités des violences qui les touchent et dénonce les complaisances de l'État français envers la politique d'Erdogan ou les groupuscules fascistes

turcs, les Loups Gris, qui peuvent venir provoquer impunément les Kurdes rassemblé-es pacifiquement à République ce samedi.

Nous apportons notre soutien à la communauté kurde et appelons à participer massivement à la manifestation en hommage aux trois militantes assassinées en 2013, qui aura lieu le 7 janvier prochain à 10h à Gare du Nord.

Paris, le 26 décembre 2022

